

2° dans le § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Seule une commune ou une intercommunale peut créer et exploiter un cimetière, un établissement crématoire ou un cimetière cinéraire. La création ou l'extension d'un cimetière, d'un établissement crématoire ou d'un cimetière cinéraire s'opèrent avec l'accord du Gouvernement. »;

3° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots « les cimetières ou établissements de crémation » sont remplacés par les mots « les cimetières, établissements crématoires ou cimetières cinéraires »;

4° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, la première phrase est complétée par les mots « ainsi que ceux pour la création, l'extension et l'aménagement des cimetières et des cimetières cinéraires »;

5° dans le § 3, le mot « cimetières » est remplacé par les mots « cimetières et cimetières cinéraires ».

Art. 86 - À l'article 29, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2, qui devient l'alinéa 3 :

« Dans un cimetière cinéraire, les urnes sont placées dans une concession de sépulture. »;

2° dans l'alinéa 2, qui devient l'alinéa 3, les mots « ou du cimetière cinéraire » sont insérés entre les mots « du cimetière » et les mots « réservée à cet effet »."

---

## MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2022/205737]

### 24. JANUAR 2022 — Dekret zur Bekämpfung des Dopings im Sport — Erratum

Die Überschrift der französischen Übersetzung des vorgenannten Dekrets, die im *Belgischen Staatsblatt* vom 28. Februar 2022, Seite 17026 veröffentlicht worden ist, ist wie folgt zu ersetzen :

« 24 JANVIER 2022. — Décret relatif à la lutte contre le dopage dans le sport ».

---

## TRADUCTION

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

[2022/205737]

### 24 JANVIER 2022. — Décret relatif à la lutte contre le dopage. — Erratum

L'intitulé de la traduction française du décret susmentionné, publiée au *Moniteur belge* du 28 février 2022, page 17026, doit être remplacé comme suit :

« 24 JANVIER 2022. — Décret relatif à la lutte contre le dopage dans le sport ».

---

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2022/205737]

### 24 JANUARI 2022. — Decreet betreffende de bestrijding van doping in de sport. — Erratum

Het opschrift van de Franse vertaling van bovenvermeld decreet, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 februari 2022, blz. 17026, dient te worden vervangen door de volgende tekst:

« 24 JANVIER 2022. — Décret relatif à la lutte contre le dopage dans le sport »

---

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/206412]

**6 OCTOBRE 2022. — Décret modifiant le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz et remplaçant l'article 9 du décret du 17 février 2022 modifiant les articles 2, 33bis/1, 34 et 35 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et insérant les articles 33bis/3 et 33bis/4 (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. Dans l'article 2 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, les modifications suivantes sont apportées : 1° le 48° est remplacé par ce qui suit :

" 48° " période hivernale " : la période s'étendant entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 31 mars. Le Gouvernement peut moduler cette période en fonction des conditions climatiques; "

2° l'article est complété par les 58° et 59° rédigés comme suit :

" 58° : " compteur intelligent " : un système électronique qui peut mesurer l'énergie prélevée en ajoutant des informations qu'un compteur classique ne fournit pas, qui peut transmettre et recevoir des données sous forme de communication électronique et qui peut être actionné à distance;

59° : " activation de la fonction de prépaiement " : l'action de placer un compteur à budget et d'activer le prépaiement sur ce dernier, l'action de placer un compteur intelligent et d'activer le prépaiement ou l'action d'activer le prépaiement sur un compteur déjà placé. "

**Art. 2.** Dans le chapitre VIbis du même décret, l'intitulé de la section 1<sup>e</sup> est remplacé par ce qui suit :

" Clients protégés et procédure de défaut de paiement ".

**Art. 3.** Dans l'article 31<sup>ter</sup> du même décret, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

" § 2. L'échéance de la facture relative à la consommation de gaz ne peut être inférieure à quinze jours calendrier à dater de son émission. En cas de non-paiement du montant facturé, le fournisseur envoie un rappel. La nouvelle date d'échéance ne peut pas être inférieure à dix jours calendrier. Le rappel informe le client de la nouvelle date d'échéance, de la faculté de faire appel au C.P.A.S. ou à un médiateur de dette agréé et de la procédure suivie si le client n'apporte pas de solution quant au paiement de la facture. En cas d'absence de réaction du client, le fournisseur envoie une mise en demeure par lettre recommandée et par voie postale. En cas de mise en demeure du client, le fournisseur est tenu d'inviter son client à le contacter pour conclure un plan de paiement raisonnable et d'informer son client de la possibilité de bénéficier de l'assistance d'un C.P.A.S. ou d'un service de médiation de dettes dans sa négociation. Le fournisseur informe son client du délai dont il dispose pour conclure avec lui un plan de paiement raisonnable.

Après l'expiration du délai de quinze jours calendrier suivant la réception du courrier recommandé de mise en demeure qui ne peut viser qu'un montant supérieur au minimum de dette fixé par le Gouvernement, en cas d'absence de réaction du client, de refus de conclusion d'un plan de paiement raisonnable, le client est déclaré en défaut de paiement.

Le Gouvernement arrête la forme et le contenu des formulaires que le fournisseur doit joindre aux courriers de mise en demeure et de déclaration de défaut de paiement qu'il adresse au client en application des alinéas 1<sup>er</sup> et 4. Ces formulaires indiquent, notamment, de façon explicite et lisible, que le client peut effectuer un ou plusieurs des choix suivants, en détaillant chacun d'eux en un court paragraphe :

- demander l'activation de la fonction de prépaiement. Si le client marque son accord de façon explicite par écrit, le fournisseur peut demander l'activation du prépaiement auprès du gestionnaire de réseau;
- demander la conclusion d'un plan de paiement raisonnable;
- demander l'aide du C.P.A.S.;
- faire appel au service de médiation de la CWaPE;
- demander le lancement d'une procédure de médiation de dettes;
- demander la saisine du juge de paix par requête conjointe.

Le fournisseur informe le client en défaut de paiement par courrier et y joint le formulaire indiqué à l'alinéa 3. Ce courrier indique également au client que son nom, son prénom, son adresse postale, son numéro de téléphone et, le cas échéant, son adresse électronique seront transmises au C.P.A.S. dans les dix jours calendrier de la réception du courrier pour lui permettre de bénéficier de son assistance dans la négociation d'un plan de paiement raisonnable, d'aides financières ou de mesures de guidance. Le client peut s'y opposer par courrier dans les cinq jours calendrier.

Il indique également que, dans les trente jours calendrier de la réception du courrier et en cas d'absence de réponse aux formulaires joints aux courriers de mise en demeure et de déclaration de défaut de paiement, le fournisseur demande l'activation de la fonction de prépaiement au gestionnaire de réseau ou saisit le juge de paix pour demander la résiliation du contrat de fourniture. Le fournisseur informe également le client de son droit de refuser l'activation du prépaiement et des conséquences d'un éventuel jugement par défaut. Ce délai est allongé de maximum trente jours calendrier à la demande du C.P.A.S., le temps de l'analyse sociobudgétaire, d'une éventuelle prise de décision concernant une aide financière et de la négociation d'un plan de paiement raisonnable avec le fournisseur.

À tout moment de la procédure, en cas de conclusion d'un plan de paiement raisonnable entre le client et son fournisseur, la procédure applicable en cas de non-paiement ou la procédure de défaut de paiement est suspendue.

Le fournisseur communique par écrit au client le plan de paiement conclu ou toute modification de celui-ci.

En cas de non-respect de la procédure choisie dans le formulaire joint aux courriers de mise en demeure et de déclaration de défaut de paiement ou en cas de non-respect du plan de paiement raisonnable, le fournisseur demande l'activation de la fonction de prépaiement au gestionnaire de réseau ou saisit le juge de paix pour demander la résiliation du contrat de fourniture. Le fournisseur informe également le client de son droit de refuser l'activation du prépaiement et des conséquences d'un éventuel jugement par défaut.

Dans le cadre de son rapport annuel, la CWaPE communique au Gouvernement et au Parlement wallon un rapport sur les procédures menées devant la justice de paix dans le cadre d'un défaut de paiement. Ce rapport recense le nombre de dossiers, la durée moyenne de traitement, les fournisseurs concernés, l'issue des jugements concernés et les montants de l'impayé pour lequel la procédure a été initiée.

Conformément à l'article 15/5<sup>bis</sup>, § 11/3, de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, le client a la possibilité à tout moment de conclure un nouveau contrat de fourniture.

Le Gouvernement peut préciser les modalités d'application du présent article sauf celles qui sont visées à l'alinéa 8.

**Art. 4.** Dans le même décret, il est inséré un article 31<sup>ter</sup>/1 rédigé comme suit :

" Art. 31<sup>ter</sup>/1. § 1<sup>er</sup>. Aucune coupure de gaz ne peut être effectuée sans l'autorisation du juge de paix.

Le fournisseur peut demander l'activation de la fonction de prépaiement au gestionnaire de réseau dans les cas prévus à l'article 31<sup>ter</sup>. L'activation du prépaiement ne peut être imposée si le client a demandé la saisine du juge de paix par requête conjointe ou s'il a refusé cette activation. Dans ce deuxième cas, le fournisseur saisit le juge de paix par requête contradictoire.

Le client protégé est alimenté par son gestionnaire de réseau de distribution dès que son fournisseur l'a déclaré en défaut de paiement. Pendant la période hivernale, le gestionnaire de réseau octroie une aide permettant de maintenir la fourniture de gaz dans tout logement occupé au titre de résidence principale par un client protégé qui n'est plus en mesure d'alimenter son compteur à budget, que le prépaiement ait été activé sur base volontaire ou sur décision d'un juge de paix. Sans préjudice de l'article 31<sup>quater</sup>, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, le gaz consommé au cours de la période visée reste à charge du client protégé. Le Gouvernement précise la procédure d'octroi de cette aide.

§ 2. Le paragraphe 1<sup>er</sup> n'est pas applicable lorsque la coupure est requise au motif que la sécurité des biens ou des personnes ou le bon fonctionnement du réseau de distribution est gravement menacé. Le paragraphe 1<sup>er</sup> n'est également pas applicable lorsque la coupure résulte de l'application de la procédure de régularisation prévue dans le cadre d'un déménagement ou en cas de bris de scellés.

§ 3. Toute coupure effectuée sans l'autorisation du juge de paix sur la base du présent article fait l'objet d'une mesure d'information par courrier, mentionnant au client les raisons précises qui ont justifié cette coupure, ainsi que la durée de celle-ci. Une copie de la lettre est adressée à la CWaPE.

§ 4. Le fait qu'un ménage ne procède pas à l'activation volontaire du prépaiement ne porte pas préjudice à l'octroi d'une aide prévue dans le cadre d'une autre législation. "

**Art. 5.** Dans le même décret, il est inséré un article 31<sup>ter</sup>/2 rédigé comme suit :

" Art. 31<sup>ter</sup>/2. Sans préjudice de l'article 31<sup>ter</sup>/1, la coupure d'un client ne peut intervenir durant la période hivernale, période durant laquelle la fourniture à charge du client est assurée par le gestionnaire de réseau de distribution. Cette interdiction de coupure d'un client concerne les demandes de coupure sur autorisation du juge de

paix et les demandes de coupure d'un point de prélèvement pour lequel le contrat arrive à terme durant la période hivernale. Lorsque le motif de la demande de coupure d'un point de prélèvement est l'échéance du contrat durant la période hivernale, la demande de coupure est exécutée à l'expiration de la période hivernale, sauf si le consommateur dispose d'un nouveau contrat de fourniture portant sur le point de prélèvement concerné. »

**Art. 6.** Dans l'article 32, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du même décret, le c) est remplacé par ce qui suit :

" c) assurer l'activation de la fonction de prépaiement conformément à l'article 31<sup>ter</sup>. Le Gouvernement arrête le délai et les modalités d'activation et de désactivation, sur base volontaire et sur base d'une décision de justice, par le gestionnaire de réseau. Si le gestionnaire de réseau de distribution dépasse, pour des raisons qui lui sont imputables, le délai d'activation établi par le Gouvernement, il est redevable au fournisseur qui a introduit la demande d'activation de la fonction de prépaiement d'une intervention forfaitaire dont la méthode de calcul du montant est fixée par le Gouvernement après avis de la CWaPE; ".

**Art. 7.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 6 octobre 2022.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale  
et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—  
Note

(1) *Session 2022-2023.*

Documents du Parlement wallon, 975 (2021-2022) N<sup>os</sup> 1 à 5

Compte rendu intégral, séance plénière du 5 octobre 2022

Discussion.

Vote.

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/206412]

**6. OKTOBER 2022 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts und zur Ersetzung des Artikels 9 des Dekrets vom 17. Februar 2022 zur Abänderung der Artikel 2, 33bis/1, 34 und 35 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und zur Einfügung der Artikel 33bis/3 und 33bis/4 (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - In Artikel 2 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1<sup>o</sup> Ziffer 48 wird durch Folgendes ersetzt:

"48<sup>o</sup> "Winterzeit": der Zeitraum zwischen dem 1. November und dem 31. März. Die Regierung kann diesen Zeitraum je nach den klimatischen Bedingungen anpassen;"

2<sup>o</sup> der Artikel wird durch die Ziffern 58 und 59 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"58<sup>o</sup>: "intelligenter Zähler": ein elektronisches System, das die entnommene Energie messen kann und dabei Informationen hinzufügt, die ein klassischer Zähler nicht liefert, das Daten elektronisch übermitteln oder empfangen kann, und das ferngesteuert werden kann;

59<sup>o</sup>: "Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion": die Installation eines Budgetzählers und Aktivierung der Vorauszahlung an diesem Zähler, die Installation eines intelligenten Zählers und Aktivierung der Vorauszahlung an diesem Zähler oder die Aktivierung der Vorauszahlung an einem bereits installierten Zähler."

**Art. 2** - In Kapitel *Vibis* desselben Dekrets wird die Überschrift von Abschnitt 1 durch Folgendes ersetzt: "Geschützte Kunden und Zahlungsverzugsverfahren".

**Art. 3** - In Artikel 31<sup>ter</sup> desselben Dekrets wird Paragraph 2 durch Folgendes ersetzt:

" § 2. Die Fälligkeit der Rechnung in Bezug auf den Gasverbrauch darf nicht weniger als fünfzehn Kalendertage nach ihrer Ausstellung sein. Bei Nichtzahlung des in Rechnung gestellten Betrags schickt der Versorger ein Erinnerungsschreiben. Das neue Fälligkeitsdatum darf nicht weniger als zehn Kalendertage sein. Das Erinnerungsschreiben informiert den Kunden über das neue Fälligkeitsdatum, über die Möglichkeit, sich an das ÖSHZ oder einen anerkannten Schuldenvermittler zu wenden, und über das Verfahren, das angewandt wird, wenn der Kunde keine Lösung für die Zahlung der Rechnung findet. Wenn der Kunde nicht reagiert, schickt der Versorger ein Aufforderungsschreiben per Einschreiben und per Post. Im Falle der Zustellung eines Aufforderungsschreibens an den

Kunden ist der Versorger verpflichtet, seinen Kunden aufzufordern, mit ihm Kontakt aufzunehmen, um einen zumutbaren Zahlungsplan abzuschließen, und seinen Kunden über die Möglichkeit zu informieren, in seinen Verhandlungen durch ein ÖSZH oder eine Schuldenvermittlungsstelle unterstützt zu werden. Der Versorger informiert seinen Kunden über die Frist, über die er verfügt, um mit ihm einen zumutbaren Zahlungsplan abzuschließen.

Wenn nach Ablauf einer Frist von fünfzehn Kalendertagen nach dem Eingang des Aufforderungsschreibens, das nur einen Betrag betreffen kann, der die von der Regierung bestimmte Mindestschuldengrenze übertrifft, eine Reaktion des Kunden ausbleibt oder dieser den Abschluss eines zumutbaren Zahlungsplans verweigert, wird der Kunde als in Zahlungsverzug befindlich erklärt.

Die Regierung legt die Form und den Inhalt der Formulare fest, die der Versorger den Aufforderungsschreiben und der Erklärung über den Zahlungsverzug beifügen muss, die er gemäß den Absätzen 1 und 4 an den Kunden richtet. In diesen Formularen wird insbesondere ausdrücklich und lesbar darauf hingewiesen, dass der Kunde eine oder mehrere der folgenden Wahlmöglichkeiten hat, wobei jede Wahlmöglichkeit in einem kurzen Paragraphen erläutert wird:

- Antrag auf Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion. Wenn der Kunde seine Zustimmung ausdrücklich schriftlich erklärt, kann der Versorger die Aktivierung der Vorauszahlung beim Netzbetreiber beantragen;
- Antrag auf Abschluss eines zumutbaren Zahlungsplans;
- Antrag auf Unterstützung vom ÖSHZ;
- Inanspruchnahme des Vermittlungsdienstes der CWaPE;
- Antrag auf Einleitung eines Schuldenvermittlungsverfahrens;
- Antrag auf Befassung des Friedensrichters durch eine gemeinsame Antragschrift.

Der Versorger informiert den in Zahlungsverzug befindlichen Kunden per Brief, dem er das in Absatz 3 genannte Formular beifügt. In diesem Schreiben wird dem Kunden ebenfalls mitgeteilt, dass sein Name, Vorname, seine Postanschrift, Telefonnummer und ggf. seine E-Mail-Adresse innerhalb von zehn Kalendertagen nach Eingang des Schreibens an das ÖSHZ weitergeleitet werden, damit er dessen Unterstützung bei der Aushandlung eines zumutbaren Zahlungsplans, einer finanziellen Beihilfe oder von Beratungsmaßnahmen in Anspruch nehmen kann. Der Kunde kann innerhalb von fünf Kalendertagen per Post Widerspruch einlegen.

In diesem Schreiben wird ferner darauf hingewiesen, dass der Versorger innerhalb von dreißig Kalendertagen nach Eingang des Schreibens und bei Nichtbeantwortung der Formulare, die dem Aufforderungsschreiben und Schreiben zur Erklärung des Zahlungsverzugs beigefügt sind, beim Netzbetreiber die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion beantragt oder den Friedensrichter hinzuzieht, um die Auflösung des Liefervertrags zu beantragen. Der Versorger informiert den Kunden auch über sein Recht, die Aktivierung der Vorauszahlung zu verweigern, und über die Folgen eines möglichen Versäumnisurteils. Diese Frist wird auf Antrag des ÖSHZ um maximal dreißig Kalendertage verlängert, um eine sozio-budgetäre Analyse durchzuführen, eine mögliche Entscheidung über eine finanzielle Beihilfe zu treffen und einen zumutbaren Zahlungsplan mit dem Versorger auszuhandeln.

Im Falle des Abschlusses eines zumutbaren Zahlungsplans zwischen dem Kunden und seinem Versorger wird zu jedem Zeitpunkt des Verfahrens das bei Nichtzahlung oder bei Zahlungsverzug geltende Verfahren ausgesetzt.

Der Versorger teilt dem Kunden den abgeschlossenen Zahlungsplan oder jede Änderung desselben schriftlich mit.

Bei Nichteinhaltung des im Formular, das dem Aufforderungsschreiben und Schreiben zur Erklärung des Zahlungsverzugs beigefügt ist, gewählten Verfahrens oder bei Nichteinhaltung des zumutbaren Zahlungsplans beantragt der Versorger beim Netzbetreiber die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion oder er zieht den Friedensrichter hinzu, um die Auflösung des Liefervertrags zu beantragen. Der Versorger informiert den Kunden auch über sein Recht, die Aktivierung der Vorauszahlung zu verweigern, und über die Folgen eines möglichen Versäumnisurteils.

Im Rahmen ihres Jahresberichts übermittelt die CWaPE der Regierung und dem Wallonischen Parlament einen Bericht über die Verfahren, die im Zusammenhang mit einem Zahlungsverzug vor dem Friedensgericht geführt wurden. Dieser Bericht erfasst die Anzahl der betreffenden Akten, die durchschnittliche Bearbeitungsdauer, die betroffenen Versorger, den Ausgang der betreffenden Urteile und die ausstehenden Beträge, für die das Verfahren eingeleitet wurde.

Gemäß Artikel 15/5bis Paragraph 11/3 des Gesetzes vom 12. April 1965 über die Beförderung mittels Rohrleitungen von gasförmigen oder sonstigen Produkten, hat der Kunde jederzeit die Möglichkeit, einen neuen Liefervertrag abzuschließen.

Die Regierung kann die Modalitäten der Anwendung des vorliegenden Artikels bestimmen, mit Ausnahme derjenigen, die in Absatz 8 angeführt sind."

**Art. 4** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 31ter/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 31ter/1 - § 1. Ohne die Genehmigung des Friedensrichters darf das Gas nicht abgestellt werden.

Der Versorger kann vom Netzbetreiber die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion in den in Artikel 31ter vorgesehenen Fällen verlangen. Die Aktivierung der Vorauszahlung kann nicht erzwungen werden, wenn der Kunde die Befassung des Friedensrichters durch eine gemeinsame Antragschrift beantragt hat oder wenn er diese Aktivierung abgelehnt hat. In diesem zweiten Fall zieht der Versorger den Friedensrichter mittels einer kontradiktorischen Antragschrift hinzu.

Der geschützte Kunde wird von seinem Verteilernetzbetreiber versorgt, sobald sein Versorger ihn als in Zahlungsverzug befindlich erklärt hat. In der Winterzeit gewährt der Netzbetreiber eine Beihilfe, damit jede Wohnung, die von einem geschützten Kunden als Hauptwohnung genutzt wird, der nicht mehr imstande ist, seinen Budgetmesszähler zu speisen, weiterhin mit Gas versorgt wird, unabhängig davon, ob die Vorauszahlung freiwillig oder auf Beschluss eines Friedensrichters aktiviert wurde. Unbeschadet von Artikel 31quater Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 2 bleibt der geschützte Kunde für das während dieses Zeitraums verbrauchte Gas zahlungspflichtig. Die Regierung legt das Verfahren zur Gewährung dieser Beihilfe fest.

§ 2. Paragraph 1 findet keine Anwendung, wenn die Abschaltung mit der Begründung verlangt wird, dass die Sicherheit von Gütern oder Personen oder der ordnungsmäßige Betrieb des Verteilernetzes ernsthaft gefährdet ist. Paragraph 1 ist ebenfalls nicht anwendbar, wenn die Abschaltung auf die Anwendung des im Rahmen eines Umzugs vorgesehenen Regularisierungsverfahrens zurückzuführen ist oder im Falle eines Siegelbruchs.

§ 3. Jede Abschaltung, die ohne Genehmigung des Friedensrichters auf der Grundlage des vorliegenden Artikels vorgenommen wird, ist Gegenstand einer Informationsmaßnahme per Post, in der dem Kunden die genauen Gründe für die Abschaltung sowie deren Dauer mitgeteilt werden. Eine Kopie des Schreibens wird an die CWaPE gerichtet.

§ 4. Die Tatsache, dass ein Haushalt die Vorauszahlung nicht freiwillig aktiviert, beeinträchtigt nicht die Gewährung einer Beihilfe, die im Rahmen einer anderen Gesetzgebung vorgesehen ist."

**Art. 5** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 31ter/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 31ter/2 - Unbeschadet des Artikels 31ter/1 darf die Abschaltung eines Kunden nicht während der Winterzeit erfolgen, in der die Versorgung auf Kosten des Kunden durch den Verteilernetzbetreiber sichergestellt wird. Dieses Verbot der Abschaltung eines Kunden betrifft Anträge auf Abschaltung aufgrund einer Genehmigung des

Friedensrichters und Anträge auf Abschaltung eines Entnahmepunkts, für den der Vertrag während der Winterzeit ausläuft. Wenn der Grund für die Anforderung der Abschaltung eines Entnahmepunkts die Fälligkeit des Vertrags während der Winterzeit ist, wird die Anforderung der Abschaltung am Ablauf der Winterzeit ausgeführt, es sei denn, der Verbraucher verfügt über einen neuen Liefervertrag, der sich auf den betreffenden Entnahmepunkt bezieht."

**Art. 6** - In Artikel 32 Paragraf 1 Ziffer 3 desselben Dekrets wird Buchstabe c durch Folgendes ersetzt:

"c) die Gewährleistung der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion gemäß Artikel 31ter. Die Regierung legt die Frist und die Modalitäten für die Aktivierung und Deaktivierung, auf freiwilliger Basis und aufgrund einer gerichtlichen Entscheidung, durch den Netzbetreiber fest. Falls aus Gründen, die er zu vertreten hat, der Betreiber des Verteilernetzes die von der Regierung festgesetzte Frist für diese Aktivierung überschreitet, schuldet er dem Versorger, der den Antrag auf Aktivierung der Vorauszahlung eingereicht hat, eine Pauschalbeteiligung, deren Betrag nach einer von der Regierung nach Begutachtung durch die CWaPe festgelegten Methode berechnet wird,".

**Art. 7** - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2023 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 6. Oktober 2022

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,  
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen  
und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,  
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—  
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2022-2023.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 975 (2021-2022) Nrn. 1 bis 5

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 5. Oktober 2022

Diskussion.

Abstimmung.

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/206412]

**6 OKTOBER 2022.** — Decreet tot wijziging van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt en tot vervanging van artikel 9 van het decreet van 17 februari 2022 tot wijziging van de artikelen 2, 33bis/1, 34 en 35 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en tot invoeging van de artikelen 33bis/3 en 33bis/4 (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** In artikel 2 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° punt 48° wordt vervangen als volgt:

"48° "winterperiode": de periode tussen 1 november en 31 maart. De Regering mag die periode naargelang de weersomstandigheden aanpassen;"

2° het artikel wordt aangevuld met de punten 58° en 59°, luidend als volgt:

"58° "slimme meter": een elektronisch systeem waarmee de afgenomen energie wordt gemeten onder toevoeging van informatie die met een klassieke meter niet wordt verstrekt die gegevens kan overmaken en krijgen in vorm van elektronische communicatie en die vanop een afstand in werking kan worden gesteld;

59° "activering van de voorafbetalingsfunctie": de actie om een budgetmeter te plaatsen en de voorafbetaling daarop te activeren, de actie om een slimme meter te plaatsen en de voorafbetaling daarop te activeren of de voorafbetaling op een reeds geplaatste slimme meter activeren."

**Art. 2.** In hoofdstuk VIbis van hetzelfde decreet wordt het opschrift van afdeling 1 vervangen als volgt:

"Beschermd afnemers en wanbetalingsprocedure"

**Art. 3.** In artikel 31ter wordt paragraaf 2 vervangen als volgt:

"§ 2. De vervaldatum van de factuur voor het gasverbruik mag niet korter zijn dan vijftien kalenderdagen vanaf de datum van uitgifte. Bij niet-betaling van het gefactureerde bedrag stuurt de leverancier een herinnering. De nieuwe vervaldag mag niet korter zijn dan tien kalenderdagen. In de herinnering wordt de afnemer geïnformeerd over de nieuwe vervaldag, over de mogelijkheid om een beroep te doen op het O.C.M.W. of op een erkende schuldbemiddelaar en over de procedure die wordt gevolgd indien de afnemer er niet in slaagt de kwestie van de betaling van de factuur op te lossen. Indien de afnemer niet reageert, verstuurt de leverancier een aanmaning per aangetekende brief en per